

Texte présenté par le secrétariat à la CAA du vendredi 12 septembre 2025

Notre première CAA de l'année se tient dans un contexte inquiétant à bien des égards mais un contexte qui, sous certains aspects aussi, ouvre des perspectives de luttes qu'il nous appartient de transformer en victoires. La détermination, la clarté, la cohérence des mandats qui sont les nôtres constituent plus que jamais une boussole pour nos professions, dans les champs de l'éducation, du sociétal.

Au plan international :

La situation dramatique de Gaza et de l'ensemble des territoires palestiniens est insupportable. A la guerre génocidaire, aux déplacements continus des populations, au projet d'annexion de la Cisjordanie s'ajoute aujourd'hui la famine. Les journalistes sont assassinés pour effacer les traces des odieuses exactions de Tsahal. Chaque jour, le gouvernement Netanyahu ajoute un crime à un autre crime plus odieux encore, au milieu d'un silence assourdissant et trop souvent complice de la communauté internationale, des Etats-Unis en particulier. Quelques voix s'élèvent comme en Espagne. Des flottilles s'organisent pour venir en aide au peuple palestinien. La France s'apprête à reconnaître l'État palestinien. Mais le gouvernement israélien s'obstine désormais à rendre impossible une solution à deux Etats en coupant la Cisjordanie en deux et en voulant prendre le contrôle et administrer la bande de Gaza. Il y a 72 heures encore, dans un mépris total du droit international, le gouvernement Netanyahu ordonnait une attaque sur Doha. Impuissant.es à bien des égards, nous devons condamner cette politique mortifère et exiger sans relâche, de la diplomatie, des négociations pour un cessez-le-feu, exprimer notre exigence de paix. Tout partenariat économique ou militaire avec Israël doit être interrompu. Les mandats d'arrêt délivrés par la Cour pénale internationale doivent être mis en œuvre sur notre territoire. Tel est le sens de l'appel lancé au président de la République par la FSU et d'autres associations et organisations syndicales.

Sur le front de la guerre en Ukraine, on ne compte plus les morts, civiles y compris, dans les attaques perpétrées par Poutine qui ne cesse de défier ouvertement la communauté internationale, comme tout récemment avec la violation du territoire polonais par des drones russes. Alors qu'il entend se poser en gendarme du monde, Trump découvre à ses dépens- mais plus grave, au risque d'une instabilité mondiale- que la force ne suffit pas à produire l'ordre, moins encore le droit. La situation des Etats-Unis elle-même est bien préoccupante quand on voit que ce même Trump n'hésite pas à mobiliser la garde nationale en toute occasion et que se multiplient les limogeages de personnalités scientifiques, juridiques etc...qui pouvaient encore garantir le respect du droit mais ont eu le malheur de déplaire à sa majesté Trump!

Au plan national :

La situation politique est toujours à l'instabilité, par la faute du président Macron- plus que jamais impopulaire- qui a piétiné le résultat des dernières élections législatives. De M Barnier à F Bayrou, et sans aucun doute demain avec S Lecornu- par ailleurs ex ministre des armées, ce qui en dit long sur l'économie de guerre voulue par Macron-, le même logiciel économique est à l'oeuvre qui creuse les inégalités, spolie les plus démunis.es, ponctionne les travailleurs et travailleuses pendant qu'une poignée de nantis continuent éhontément de s'enrichir. Qui pour croire à la rupture dont nous parle le nouveau Premier ministre, qui nous vient des rangs des LR et ne répugne pas à des échanges privés avec le RN? La litanie de Bayrou autour de son projet de budget a ajouté à l'ignominie des mesures (suppression de deux jours fériés, gel des prestations sociales, doublement des franchises médicales, réforme de l'assurance chômage, gel du point d'indice des fonctionnaires, blocage de toute revalorisation catégorielle, désindexation des pensions de retraites, révision du statut des ALD, suppression de 3000 postes de fonctionnaires dès cette année et 1 départ à la retraite sur 3 non remplacé dès 2027...), un ton arrogant et moralisateur, allant jusqu'à jeter en pâture les «boomers». Bayrou n'a pas reçu des députés la confiance qu'il escomptait. Déjà éclaboussé par l'affaire Bétharram, par la duperie du conclave sur les retraites, il ne pouvait en être autrement. La nomination récente et rapide de S Lecornu témoigne de la provocation, d'une obstination irresponsable d' E Macron. Cette nomination a amplifié une colère déjà bien présente chez une grande partie de nos concitoyens.es.

Dès les annonces de Juillet en effet, un mouvement de colère s'est manifesté, surtout via les réseaux sociaux. Teintées parfois et au départ surtout d'accents xénophobes et nationalistes, les revendications ont vite tourné à l'exigence de justice sociale, fiscale et environnementale. On observera que dans le même temps une mobilisation remarquable s'est construite contre la loi Duplomb et contre la surdité, la duplicité des politiques quand il s'agit de santé, d'environnement. Cette colère citoyenne les organisations syndicales l'ont comprise et relayée par une pétition. Les rassemblements du 10 septembre et du mouvement «bloquons tout» ont été conséquents. Le SNES avec la FSU a appelé à ces rassemblements chaque fois que les revendications

formulées retrouvaient les nôtres en matière de justice fiscale. Il est trop tôt sans doute pour bien analyser ce 10 septembre mais on peut d'ores et déjà reconnaître que cette date annoncée depuis quelques semaines, a eu le mérite de faire parler des questions budgétaires, faire parler « projet de société », « justice et répartition des richesses » à un moment où d'ordinaire les vacances conduisent à des considérations plus légères. Aujourd'hui il s'agit d'inscrire notre action dans la durée et assurer la réussite du 18 septembre prochain, journée de grève et de mobilisation dans le cadre de l'appel de l'interprofessionnelle unitaire. Il s'agit bien au travers de cette journée d'assurer l'avenir de notre système social, de notre système de santé, de nos services publics.

La radicalité dans l'affrontement politique aujourd'hui, l'émiettement des forces politique en jeu, le discrédit du politique dans l'esprit de bon nombre de nos concitoyen.nes : tout ceci est bien préoccupant. Car tout ceci pourrait, et plus que jamais, bénéficier au RN et à l'idéologie d'extrême-droite, déjà largement reprises par un Bruno Retailleau.

Fonction publique :

Le projet de budget Bayrou porterait un coup dur encore aux fonctionnaires et à la Fonction publique s'il devait être adopté en l'état. Une journée de mobilisation Fonction publique paraît indispensable. Déjà les mesures contre la santé (un jour de carence et les 10 % de rémunération en moins en cas de CMO) vont se faire durement sentir lorsque les prélèvements sur salaire débiteront en octobre. Déjà la question des rémunérations et des rythmes de carrière est urgente si on en juge à la perte d'attractivité des métiers de la fonction publique. Gel du point d'indice, suppression de la GIPA, refus de mettre en œuvre les mesures carrière pourtant votées en CSAMEN : la revalorisation de nos salaires et la refonte des carrières ne sont pas au programme alors qu'elles sont impératives. Sur le front des carrières, nous ne pouvons nous résoudre au blocage que subissent des milliers d'enseignants et d'enseignantes surtout qui, ayant parcouru l'ensemble des échelons de la hors classe, n'accéderont pas aux indices de rémunération de la classe exceptionnelle. Il y a urgence à aligner les taux de promotion à la classe exceptionnelle sur le mieux-disant -les 29 % du corps des professeurs des écoles- et à définir un barème qui assure transparence et égalité de traitement.

Education :

La rentrée a été marquée par un drame : le suicide de notre collègue directrice d'école, Caroline Grandjean, victime de lesbophobie. Cette haine une fois encore a tué. Cette haine nous la combattons. Nous rendons hommage ici à notre collègue. Nous rappelons que l'institution a obligation à protéger ses personnels devant ces odieuses attaques. L'EVARS apparaît plus que jamais nécessaire. Ici aussi il faudra à l'institution veiller à ce que cet enseignement se fasse et que celles et ceux qui participent à former les esprits soient à l'abri de toute pression ou menace.

Pour la première fois, une ministre- E Borne- admet qu'il manque des enseignant.es (environ 2500) à la rentrée. C'est dire ! Dans notre académie, l'enquête de rentrée fait surtout apparaître un manque dans les équipes pluri-professionnelles. Il manque encore des enseignant.es certes mais il manque aussi des CPE, des AESH, des personnels de santé et sociaux, des PsyEN, des personnels de laboratoire pour assurer comme il se doit le service public d'éducation dans nos établissements. Nous ferons au plus vite un point avec les services du rectorat sur l'état de l'emploi mais les moyens de remplacement risquent de manquer cruellement dans certaines disciplines.

La suppression d'une bonne centaine de divisions à la rentrée a pour conséquence des effectifs très chargés à tous les niveaux. En collège, les classes à 30 élèves se multiplient ; en lycée, alors qu'on nous annonçait une baisse démographique conséquente, le quotidien de bien des collègues est à 35 élèves par classe. Fait nouveau, sur lequel nous ne manquerons pas d'interpeller le Recteur prochainement, des élèves se sont vus refuser une dérogation pour rejoindre une option spécifique-ce qui ne soulevait aucune difficulté auparavant. Ainsi dans la Vienne et en Charente-maritime, des options sont en danger, des séries s'en trouvent même menacées quand elles sont alimentées par ce vivier d'élèves en option. Plus grave encore et alors qu'on ne cesse de nous parler de « parcours d'orientation de l'élève »- parcours pour lequel on voudrait le responsabiliser entièrement- l'institution compromet des projets d'avenir en pratiquant cette politique malthusienne, dans la plus grande opacité d'ailleurs. Le «plan Avenir» d'E Borne renforce cette instrumentalisation des projets d'avenir des jeunes, qui sont rabattus sur l'adéquation formation-emploi local. Les enseignants seraient formés pour utiliser la plateforme Avenir de l'Onisep, toujours plus surchargés de travail par cette mission « orientation » supplémentaire, mesure que le SNES-FSU dénonce. Parallèlement, l'institution presse les psychologues EN-EDO à lâcher «l'accompagnement à l'orientation» dans une perspective émancipatrice, au profit de «la santé mentale». Aucun moyen humain et financier prévu pour la pédo-psychiatrie hospitalière; gel des recrutements de psyEN-EDO et personnels médico-sociaux; le MEN

gère la pénurie via l'empilement de protocoles «santé mentale», «harcèlement»... en mettant à contribution tous les personnels en EPLE (CPE, AED...) formés en quelques heures ! Le SNES-FSU dénonce cette logique «assurancielle» sans prise en charge efficace de «la souffrance psychique » des jeunes.

Nouveaux programmes, notes de service diverses et variées : l'on voudrait prendre encore et toujours la main sur nos métiers. L'offensive est relancée sur le PLE en lycée et le ministère, avec la complicité de certains chefs d'établissement, voudrait bien l'étendre au collège, les modifications dans le calcul des points au DNB lui en donnant le prétexte. Sans doute des conseils pédagogiques seront réunis avant les vacances d'automne à ce sujet. Il nous faut résister comme nous l'avons déjà fait , exiger le respect de notre expertise en matière d'évaluation.

La réforme Blanquer du lycée continue de donner lieu à rafistolages avec la mise en œuvre de l'épreuve de mathématiques en Première en juin 2026. Des programmes en pagaille changent encore à cette rentrée alors que les équipes sont pressurisées, épuisées.

La situation des personnels précaires doit nous alerter :

- les non titulaires enseignant.es subissent toujours les affectations multiples et ont, pour certain.es, eu à subir des évaluations injustifiées en fin d'année. Le secteur « non titulaires » traite ces situations avec la réactivité qu'on lui connaît.

- nombreuses et nombreux ont été les AED à nous solliciter en fin d'année autour de la question de la cédésation et des logiques opaques qui l'entourent parfois. Le SNES-FSU s'inquiète des conditions dégradées d'exercice de ces personnels, de plus en plus exposés, et sans aucune formation, à des situations d'urgence par manque de personnels sociaux et de santé dans nos EPLE.

- quant aux AESH, leurs conditions de travail se détériorent chaque année avec toujours plus d'élèves regroupés dans une même classe, des contrats de plus en plus précaires et des emplois du temps morcelés. La qualité des accompagnements ne peut qu'en être dégradée. La CA de Poitiers dénonce les conditions dégradées d'affectation des AESH de Charente par la mise en œuvre d'une mesure arbitraire.

Nos militant.es ont participé à l'accueil des stagiaires fin Août. Les contacts ont été nombreux. Le secteur s'organise pour informer, accompagner ces collègues dans leur entrée dans le métier. Stages, visites à l'Inspe, accueil dans les établissements assurent la visibilité du SNES-FSU auprès de nos collègues dont on sait la charge de travail.

Enfin, le rôle récemment affirmé des préfets dans la nomination des DASEN est préoccupant : il participe, sans nul doute, d'un projet d'encadrement du citoyen et de l'Ecole bien loin du projet républicain et émancipateur que nous défendons.

Actions :

- La CAA de Poitiers appelle à poursuivre la mobilisation pour assurer la réussite de la journée du 18 septembre prochain : heures d'information syndicale, visites d'établissements, communication , distribution de tracts etc. La CAA appelle l'interpro à se réunir le soir du 18 septembre pour décider d'un plan ambitieux d'actions contre le projet antisocial du gouvernement (actions les samedis, mobilisations avec en perspective, une journée de manifestation nationale)

- la CAA de Poitiers apporte son soutien à la collègue de la CGT énergie mise en cause pour une action lors de la venue de Macron dans un lycée de Saintes. Le SNES-FSU dénonce toute forme de répression syndicale.

- La CAA de Poitiers appelle à contrer les effets dévastateurs du PLE dans les conseils pédagogiques et CA, investir les CA

- La CA académique appelle à la vigilance et à l'action contre la promotion, sous l'égide du milliardaire fasciste et antilaïque P.E. Stérin, d'écoles privées hors contrat comme celle d'Esse en Charente. La plus grande vigilance s'impose à l'égard des financements en faveur du privé dans ces conditions dégradées qui sont faites au public.

- La CAA de Poitiers assurera la diffusion large et la signature de la pétition de RESF en soutien aux élèves et leur famille victimes des mesures Retailleau sur les OQTF

- La CAA de Poitiers appelle à réunir régulièrement des heures d'information syndicale pour informer les collègues des urgences en matière de fonction publique et d'éducation, pour préparer très en amont la mobilisation
 - y faire connaître les mandats du SNES-FSU, notre projet de société, notre combat contre l'extrême-droite
 - y faire connaître nos exigences en matière environnementale, en matière de bâti scolaire, santé et conditions de travail en assurant, par exemple, la promotion du stage « bâti scolaire et écologie » qui se tiendra le 5 février 2026 à Poitiers
 - y faire connaître la richesse de notre offre de stages de manière générale.
 - y faire connaître notre engagement en faveur de l'égalité professionnelle, notre combat contre toutes les formes de discriminations, violences sexuelles et sexistes et inviter les collègues qui le souhaitent à rejoindre notre groupe de réflexion.
- La réforme de la PSC va se déployer : le SNES de Poitiers assurera des permanences y compris pour les retraité.es, une information spécifique de ses adhérent.es pour les aider dans leurs choix, tout en rappelant bien les mandats qui sont les nôtres en matière de santé et de protection sociale. Le SNES avec la FSU prendra part aux actions qui s'organiseront dans le cadre des 80 ans de la sécurité sociale,
- le Snes avec la FSU prendra part aux journées de mobilisation pour la paix (le 21 septembre prochain), en faveur de l'appel Climat, Justice, Libertés le 28 septembre prochain.
- Faire connaître les mandats du SNES-FSU, son projet de société, c'est aussi parler syndicalisation pour renforcer l'audience qui est la nôtre, à la veille des prochaines élections professionnelles.